

AGIER (Michel)

Aux bords du monde, les réfugiés

Paris, Flammarion, 2002, 187 pages.

Incompréhension ou refus de comprendre une situation du fait de son caractère impensable, les réfugiés n'existent pas et ne doivent pas exister, dans notre monde propre, loin des guerres et de la violence. Ils sont pourtant en train de créer le leur sous nos yeux, que nous ne voyons pas car il est situé en marge, sur les bords, dans des non-lieux. Qui sont-ils et d'où viennent-ils, ces gens qui suscitent chez nous les sentiments les plus divers, peur, compassion, culpabilisation et pour lesquels nous avons établi une taxonomie sans nécessairement savoir : vrais ou faux réfugiés, immigrés clandestins... ? Pour tenter d'y répondre, l'auteur étudie l'identité qu'ils se forgent au cours des trois temps qu'il a identifiés comme universels et fondateurs d'un nouveau type de vie errante : le temps de la destruction, le temps du confinement et celui de l'action. La perte de l'identité du fait des guerres, des massacres, est la première caractéristique de cette nouvelle condition humaine. Les symboles et les repères quotidiens disparaissent et ne laissent comme unique issue qu'un départ souvent précipité car forcé. L'exode consécutif à cette séparation agit, à son tour, en tant qu'élément perturbateur, destructurant pour des gens qui, parfois, n'ont jamais quitté leur village. Tout projet de vie s'étant résumé à la seule survie immédiate, cet ouvrage montre comment les réfugiés se créent alors une identité en creux, dans les interstices laissés libres par les politiques et les médias qui entretiennent une image stéréotypée des réfugiés présentés comme des victimes toujours suspects. En effet, dans quelle mesure ne sont-ils pas responsables de leur situation, dans quelle mesure les nouvelles victimes ne sont-elles pas les anciens bourreaux ? Tendancé vers la négation de l'autre se crée alors une ségrégation, pour éviter la contamination, comme si nous ne faisons pas partie du même monde. Vient ensuite le désert, le camp, la ville, le confinement à des espaces d'inexistence qui se reconnaissent par leur précarité. C'est le règne du provisoire,

du temporaire. Pour nier la réalité d'un présent impensable dans la durée, on pallie une situation que l'on qualifie d'urgente en maintenant « sous perfusion » les populations réfugiées dans une accoutumance passive à l'aide extérieure, non sans bénéfice pour les « internationaux ». Néanmoins, des processus de socialisation sont à l'œuvre ; chaque jour on y « réinvente le quotidien » avec des morceaux de culture, des fragments de société, on crée des hiérarchies, on naît, on se marie, on meurt. Mais ces constructions n'ont de vocation qu'à rester à l'état de potentialités, vu l'incapacité politique à leur concevoir une place dans la société tout entière. C'est tout ce processus de mise en quarantaine que ce livre donne à comprendre.

Le dernier temps étant celui de l'action, c'est le moment, comme le fait remarquer l'auteur, de « [...] la recherche d'un droit à la vie et à la parole qui, dans les contextes troubles des guerres et de l'exode, émerge souvent dans une illégalité donnée d'avance [...] ». Ici, l'accent est mis sur l'importance du témoignage pour parler des souffrances et sur les formes de résistance permettant la vie, entre autres, dans l'illégalité et la création d'identités fictives.

Parmi les premiers du genre dans ce domaine et de par sa vocation anthropologique, ce travail attire notre attention sur ce qui, jusqu'à présent, n'était abordé qu'en termes de problème, de question, de phénomène. Or, il s'agit des réfugiés dont nous oublions qu'ils sont d'abord des hommes et des femmes, nos contemporains. À travers le thème de la construction de l'identité, l'ouvrage pose admirablement bien la question de notre rapport ambigu à ces populations dont, en définitive, nous sommes responsables, car c'est bien nous qui les avons créées. L'auteur, en dénonçant les discours victimisants caractéristiques de nos « démocraties » et de l'incohérence de nos politiques, réussit enfin à rendre une certaine indépendance et humanité à des personnes devant lesquelles nous avons tendance à reproduire les « mêmes » schémas paternalistes et infantilisants.



Face à l'ampleur du champ d'investigation dans ce domaine nouveau, ce livre apparaît véritablement comme un travail pionnier, mais surtout global, peut-être même un peu trop. Il ouvre des perspectives de recherches et propose des thèmes à développer. Ainsi, extrêmement intéressante est cette confrontation qui se situe au niveau de l'expérience de la globalisation faite par les réfugiés dans les camps, due à un changement d'échelle, ainsi que la question des nouvelles croyances transparaissant au sein d'Églises originales qui voient le jour dans ce contexte (la religion chrétienne monothéiste n'est-elle pas née d'exodes successifs ?), ou encore la réflexion sur l'État moderne, entre diasporas réparties sur toute la surface du globe et frontières nationales sécuritaires visant à empêcher l'immigration clandestine.

Hugues Bissot

De Witte (Marleen)
Long live the Dead!
Changing Funeral Celebrations
in Asante, Ghana
Amsterdam, Aksant Academic
Publications, 2001, 213 pages.

Conformément aux promesses de son titre, *Longue vie aux morts!* est un excellent exemple d'analyse anthropologique stimulante et dynamique, mêlant à l'anecdote et au témoignage personnel une réflexion rigoureuse et approfondie sur la place de la mort dans la société asante de la fin des années 1990. L'ouvrage comble un manque dans la mesure où, si tous les chercheurs familiers du Ghana connaissent l'importance fondamentale des cérémonies funéraires chez les Akan (où « chaque samedi est jour de funérailles », entre solennité et réjouissances), celles-ci ont rarement fait l'objet d'une analyse systématique. L'introduction commence en forme de récit minutieux, intelligent et déjà analytique, d'une cérémonie funéraire dans une petite ville asante. Partant

de cet exemple, considéré par les participants eux-mêmes comme le paradigme de la cérémonie funéraire asante, l'auteur expose son objectif : comprendre combien la mort fait partie intégrante de l'identité asante, en évolution constante ; et montrer comment les funérailles contribuent à la construction de cette identité, et, en dernière analyse, renseignent davantage sur l'idée qu'on se fait de la vie que de la mort. Ces premières pages sont également dévolues à un état des lieux et à une approche critique de la bibliographie, tant des théories anthropologiques classiques sur les coutumes funéraires que des études centrées sur le monde akan. Enfin, M. De Witte y expose sa méthode d'analyse, celle de l'observation participante, dont elle détaille avec lucidité les avantages et les écueils.

L'ouvrage se compose ensuite de six chapitres thématiques (« La personne et la mort » ; « La famille et la mort » ; « La communauté et la mort » ; « Les affaires et la mort » ; « Les Églises chrétiennes et la mort » ; « L'État et la mort »), qui donnent un aperçu quasi exhaustif des aspects culturels, sociaux, matériels, économiques et politiques du deuil dans la société asante.

L'aspect le plus remarquable de cette étude est sans doute l'effort constant de l'auteur pour ne pas réifier la « culture asante » en une série de pratiques rigides qui s'opposeraient à un autre bloc culturel, celui de la modernité et du changement. Au contraire, elle démontre parfaitement comment la notion même de tradition est constamment renégociée, et comment la modernité, caractérisée par l'usage et la consommation de biens importés, la circulation de liquidités, ou le recours aux technologies sophistiquées (l'apparition de caméras vidéo pour enregistrer les cérémonies funéraires) n'est pas nécessairement une atteinte à la culture traditionnelle. Cette approche dynamique de ce qu'est la culture s'accompagne d'une analyse des tensions qui sont au cœur de chaque cérémonie funéraire et qui révèlent bien les conflits entre différents groupes sociaux, ou internes à chaque groupe – tout individu étant pris entre plusieurs loyautés, parfois complémentaires,

mais souvent contradictoires, à l'égard de la famille (nucléaire ou matrilineaire), de la communauté villageoise, de l'Église d'appartenance, etc. Les dépenses somptuaires auxquelles donnent lieu les funérailles sont l'objet de maints débats dans la société et ont même poussé les autorités, traditionnelles ou étatiques, à légiférer en la matière – édictant des règlements plus ou moins bien appliqués.

On saura gré à l'auteur de n'avoir pas négligé la dimension diachronique, grâce à de fréquents recours aux sources historiques – encore que cet aspect eût gagné à être encore plus développé. L'absence d'index est relativement compensée par la division claire en sous-chapitres thématiques.

Au final, sans jargon inutile mais à l'aide de descriptions fines et d'un vocabulaire scientifique rigoureux, cette étude, illustrée de photos et de documents et enrichie d'un glossaire, montre combien les funérailles ne sont pas qu'un reflet symbolique de valeurs intangibles mais sont bien au cœur du processus créateur de la société asante elle-même.

Anne Hugon

DIOP (Momar-Coumba) (dir.)
Le Sénégal contemporain
 Paris, Karthala, 2002, 655 pages.

La publication de cet ouvrage collectif, sous la direction du sociologue Momar-Coumba Diop, est selon ses propres termes l'aboutissement d'un « long processus » (et même d'une « longue quête »), engagé dès 1987 et déjà jalonné par la parution de plusieurs ouvrages de référence (notamment M.-C. Diop, M. Diouf, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Karthala, 1990, ou encore M.-C. Diop (dir.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992). Contrairement à la forme définitive que laisse entendre son titre, ce premier volume sera suivi de deux autres. Mais si l'on est frappé par cette importance

quantitative (vingt-deux contributions !), l'écueil d'un simple catalogue est ici largement évité par un effort d'identification et d'organisation des contributions qui fait parfois défaut à d'autres ouvrages collectifs. Par ailleurs, M.-C. Diop est parvenu à réunir une équipe rédactionnelle de grande qualité, constituée d'universitaires et de chercheurs issus de plusieurs horizons disciplinaires (historiens, sociologues, philosophes, politistes...) et de diverses nationalités.

Dans son contenu, *Le Sénégal contemporain* est aussi bien plus qu'un simple bilan ou état des lieux, quarante ans après l'indépendance. Il s'applique, en effet, à saisir et à mettre en perspective les trajectoires et dynamiques à l'œuvre depuis l'indépendance, qui sont à la fois étatiques, populaires et intellectuelles, en accordant notamment une large place aux innovations des acteurs en marge de l'État.

La première partie, intitulée « Historicités et images savantes », vise à retracer et à analyser l'histoire intellectuelle du Sénégal, sous la forme d'une véritable « sociologie de la connaissance », à la fois dans ses aspects les plus polémiques, parfois hétérodoxes, mais aussi les plus féconds (question de l'héritage intellectuel de Cheikh Anta Diop, de « l'École de Dakar », etc.). Elle se termine sur une étude relative au statut des intellectuels sénégalais en France qui interroge pertinemment la complexité et le poids des liens avec l'ancienne puissance coloniale. La partie suivante, qui porte sur « Les dynamiques culturelles », est plus particulièrement centrée sur l'espace urbain. À travers différents thèmes (la musique, le sport, les loisirs), elle s'applique à saisir l'évolution des politiques et des productions culturelles au cœur des processus de constructions identitaires, insistant sur l'articulation entre ces productions et les imaginaires qui les sous-tendent. À juste raison, plusieurs de ces contributions portent une attention particulière à la jeunesse urbaine dans ses différents moments d'expression (*sopi*, *set setal*, *bul faale*), en les replaçant dans leur historicité et en soulignant la complexité des dynamiques politiques,



économiques et sociales qui les animent. Dans la troisième partie, assez remarquable par la qualité des contributions qu'elle réunit, ce n'est pas tant « La Casamance [qui est] revisitée », que les problématiques plus complexes ayant trait à l'intégration nationale et aux tensions communautaires centrifuges. En abordant la question du conflit casamançais sous des angles nouveaux (les phénomènes migratoires, notamment des femmes *joola*, le rôle de la scolarisation dans la définition du nationalisme casamançais, l'enjeu de la production d'élites locales *diola-isées* comme intermédiaires pour l'État...), les auteurs ont su montrer les limites et dépasser les explications habituelles, qu'elles soient culturalistes ou « économiques/politiques ». La dernière partie, enfin, met « La citoyenneté [...] en perspective » en interrogeant l'évolution des relations entre l'État et la société. En écho à la première partie de l'ouvrage, une contribution pose ainsi la question de la place et du devenir de l'intellectuel sénégalais. Les auteurs insistent également sur l'importance des défis que devra relever l'État pour affermir son évolution démocratique : régler le conflit casamançais, trouver des réponses à l'affaiblissement du clientélisme comme lien social ou encore assurer le pluralisme, notamment religieux (voir les deux études sur le christianisme et le « *dental* de Madina Gounass »).

Il serait certes facile, mais tout aussi stérile, de souligner l'absence d'études plus approfondies sur certaines thématiques, pourtant au cœur de ces évolutions contemporaines (l'émancipation des femmes, le mouridisme, le développement des médias privés...), d'abord parce que cet ouvrage n'est qu'un premier volume mais aussi parce que la prétention à l'exhaustivité est trop illusoire pour être pertinente. Au contraire, M.-C. Diop et les différents contributeurs de cet ouvrage ont réalisé un véritable tour de force qui fera date, tant dans l'histoire intellectuelle et la connaissance du Sénégal que par ses apports théoriques et pratiques aux réflexions sur la modernité africaine.

Jean-François Havard

GRAMMIG (Thomas)

Technical Knowledge and Development. Observing Aid Projects and Processes
Londres, Routledge, 2002, 241 pages.

Les sciences sociales du développement peuvent être lues de deux manières : comme outils de préparation, de fabrication et même d'évaluation des projets et opérations de toutes sortes, ou comme instrument d'observation et d'analyse du processus lui-même. Pour T. Grammig, il y a là comme une opposition entre un point de vue externe et un point de vue interne. Mais se concentrer sur l'interaction quotidienne qui fabrique les événements d'un projet de développement ne relève pas spécifiquement *a priori* de la science du développement puisque n'importe quelle pratique professionnelle peut se trouver l'objet d'une analyse sociologique ou anthropologique. La sociologie de l'organisation, de l'entreprise, de la science, pour n'évoquer que quelques sous-disciplines actuelles qui s'attachent à cette démarche, se questionnent depuis plus d'un demi-siècle.

En fait, cette démarche peut être externe ou interne selon que l'observateur participe ou non du projet. T. Grammig, ingénieur et assistant technique, obtient du bout des lèvres l'autorisation d'enquêter sur les opérations sélectionnées, l'une d'appui technique au Tchad dans le cadre d'un projet français du GRET, l'autre au Mexique dans le cadre d'une assistance technique américaine à l'Agence mexicaine de l'énergie. L'auteur nous rappelle opportunément dans l'introduction qu'il y avait 370 000 experts, consultants, etc., en 1989, mais qu'il n'y a plus que 8 % de Français ou de Britanniques aujourd'hui alors qu'en 1960 ces deux nationalités constituaient 80 % de cette catégorie.

L'approche de type interactionniste cherche à mettre en lumière le sens et le contenu des pratiques individuelles et à révéler l'idiosyncrasie de chaque mise en œuvre de projet. Le problème numéro un concerne évidemment les rapports entre les acteurs étrangers et les collaborateurs

locaux ou nationaux. Les deux catégories d'acteurs sont en fin de compte les co-auteurs du projet, même si la collaboration technique sous-tend des objectifs sociaux, politiques, voire commerciaux. T. Grammig se réclame de l'anthropologie : il explique le passage d'une anthropologie du développement comme instrument du développement (*development anthropology*) à une anthropologie du développement conçue comme un analyseur du développement lui-même (*anthropology of development*). Il voit ce progrès de la connaissance plus comme un résultat de l'échec de l'aide que comme une avancée méthodologique et théorique. L'auteur semble bien informé des orientations françaises en la matière et cite J.-P. Chauveau, J.-P. Olivier de Sardan et F. Baré.

Quatre chapitres traitent chacun les deux cas de manière comparée. L'enquête d'observation participante est entendue au sens vrai du terme puisque l'auteur est de la partie, ce qui complique en fait son insertion en tant que chercheur. Il nous décrit donc des espèces de triades qui le positionneraient en situation d'extériorité. En effet, si la compétence technique est nécessaire à la compréhension des événements (le terme d'*event* est le terme central de ce travail), elle ne serait pas pertinente pour l'observation participante elle-même. Par ailleurs, les retours sont variables : tandis que les acteurs ne savent pas quoi faire de ces nouvelles connaissances, les sociétés de développement qui mettent en œuvre les projets ne voient pas comment en tirer profit pour définir de nouvelles normes de management. Le dernier chapitre porte d'ailleurs sur le rôle de l'évaluation dans l'élaboration des projets de développement.

Gammig analyse les projets comme des ensembles clos où le problème majeur est celui de la communication et des rapports de force entre experts étrangers et experts nationaux. Certes, ce face-à-face pose des problèmes de langue et de langage. Mais l'anthropologue s'intéresse plutôt au sens des relations individuelles et collectives, aux conceptions ou préconceptions des différents

acteurs. L'analyse est très détaillée, avec des extraits d'entretiens, mais correspond à une psychosociologie des acteurs confortée par l'approche habermasienne de la communication. Malgré la référence constante à une situation qualifiée d'anthropologique, le chercheur préfère les théories sociologiques, ce qui rend quelque peu abstraite l'explicitation des pratiques : les sociétés et les cultures restent absentes de ces débats et de ces ré-élaborations. L'analyse d'interface, inspirée de N. Long, est bien conduite, mais lorsque Grammig reprend toute la démonstration dans la perspective de la gestion et de l'évaluation d'un projet, le lecteur se demande si le chercheur ne coupe pas un peu trop les cheveux en quatre.

En fait l'auteur, pour être utile, cherche à finaliser les résultats pour qu'ils soient lus de manière appliquée. Cette distinction était présente dès le début, mais c'est là toute l'ambiguïté d'une analyse qui dévoile les impasses de l'assistance technique sans s'interroger sur la pertinence ultime d'une approche anthropologique qui se refuserait à dissoudre la soi-disant nécessité technique du développement.

L'auteur affirme qu'il est possible de dépasser les spécificités d'une telle analyse pour exposer les conditions sociales limitant une bonne assistance technique ; on peut se demander si l'extrême raffinement de cette micro-sociologie ne produit pas l'effet inverse, à savoir la dissociation contextuelle du développement des institutions qui emploient tous ces experts. Une bonne sociologie des professions produirait probablement des connaissances plus pratiques. Mais il est difficile, pour un sociologue ou un anthropologue du développement, de ne pas croire au développement sous une forme ou sous une autre ! Il existe dans ce cas comme une sur-identification à l'objet que les approches, pourtant hyper-critiques, d'un R. Chambers ou d'un J.-P. Olivier de Sardan confirment sans difficulté.

Jean Copans





LE PAPE (Marc)
SALIGNON (Pierre) (dir.)
Une guerre contre les civils : réflexions sur les pratiques humanitaires au Congo-Brazzaville, 1998-2000
Paris, Karthala, 2001, 176 pages.

Cet ouvrage collectif propose une réflexion sur les pratiques humanitaires au Congo-Brazzaville de 1998 à 2000. Plus précisément, le livre s'interroge, à partir de l'expérience de Médecins sans frontières, sur l'action d'une organisation de secours médical face aux violences de guerre. Après une introduction substantielle du président de MSF sur les difficultés et les pièges auxquels une ONG est confrontée dans l'analyse d'une situation de crise, le livre rapporte dans une première partie des témoignages de volontaires sur leur expérience et des récits de victimes. Une deuxième partie étudie les violences subies par les civils et les conséquences sanitaires de celles-ci sur les populations. L'ouvrage traite enfin de la question des secours en présentant notamment les dispositifs de soin mis en œuvre pour les victimes de viols et la manière dont les acteurs, sur le terrain ou au siège, expliquent leurs options opérationnelles et médicales.

Au-delà de la situation localisée (le Congo-Brazzaville), cet ouvrage présente l'intérêt de varier les points de vue en ne s'enfermant pas dans une présentation seulement savante ou géopolitique de la crise. En alternant mise à distance et témoignages de volontaires de MSF et de victimes, le lecteur comprend, dans l'urgence de la situation, la logique opérationnelle de l'ONG et la réalité la plus concrète à laquelle sont confrontés les volontaires. Les auteurs, qui ont pris le parti de faire parler secouristes et victimes en rapportant leurs propos, rappellent que l'action humanitaire née du sans-frontiérisme ne se réduit pas aux débats d'actualité sur la tension entre militantisme et professionnalisme : l'humanitaire sur le terrain, c'est encore des volontaires en prise directe avec la violence et la

souffrance. Même si les récits disent en filigrane la complexité de l'action et parfois le décalage – mais faut-il s'en étonner ? – entre le quotidien des volontaires et l'image publique des ONG. À côté de cette approche pédagogique (ce qui est fait de concret, ce qui est vécu sur le terrain et au siège) et politique (dénoncer les exactions et les ressorts de la violence), ce livre, en théorisant les pratiques humanitaires, pose des questions essentielles sur la dynamique des crises. Il invite en particulier à s'interroger sur la manière dont la réalité est authentifiée. Quel crédit accorder à la parole ? Quelle place pour une épidémiologie de la violence ? Quels outils mettre en œuvre pour qualifier ce qui se passe et ajuster les secours ? Plus globalement, ces différents récits et analyses renvoient à la problématique victimaire. Indépendamment de tout cynisme ou de toute négation des souffrances physiques et morales qui justifient l'action, le livre montre comment la qualification de « victime » est aussi une opération sociale, politique, juridique et humanitaire.

Au bout du compte, cet ouvrage qui s'inscrit dans la tradition de réflexion de MSF témoigne de la double vocation des ONG nées du sans-frontiérisme : soigner et témoigner.

Pascal Dauvin

MEMBOT (Moïse)
Le Glas de la fonction publique dans les États d'Afrique francophone. Essai sur la signification d'une institution en quête de légitimité
Paris, L'Harmattan, 2000, 428 pages.

En ces temps de débats autour des questions de service public, de bien commun et d'intérêt général, M. Membrobot étudie ici la question de la légitimité de la fonction publique en Afrique. Quelles logiques gouvernent cette institution ? Quelle est la nature de ses relations avec ses administrés ? Quels éléments manquent dans

l'exercice de ses activités quotidiennes ? Plus généralement, à quelles conditions la fonction publique en Afrique peut-elle recouvrer sa légitimité ? Voilà les principales interrogations de ce livre qui tente un compromis entre diverses approches juridiques, anthropologiques et historiques.

L'intérêt de ce travail est multiple : au-delà du constat déjà avéré de l'échec de la transplantation du modèle politique et juridique français, il montre comment le droit a fait l'objet d'un contournement au profit de logiques patrimoniales, comment la définition juridique de l'intérêt général, pourtant au cœur de la construction de la fonction publique, a été ignorée au profit de logiques sociales et politiques.

L'auteur parcourt l'ensemble des systèmes juridiques développés par les colonisateurs et constate un mouvement d'uniformisation des types de fonction publique après les indépendances. Dans un contexte de montée des autoritarismes et de présidentialisation des régimes, la multiplication des ordonnances a conduit au contournement des législations et à la production d'une « mosaïque statutaire » (p. 106) dont la conséquence a été de soumettre les agents de l'État au bon vouloir de leurs supérieurs hiérarchiques. La gestion des carrières, largement empirique, est devenue contradictoire avec celle qu'un statut général des parcours, droits et obligations des fonctionnaires était censé régler. Surfonctionnarisation, cloisonnement des corps et catégories, incohérence des organismes de gestion, absence de critères de qualité et de compétences, poids des relations de type clientéliste, etc., ont ainsi produit une fonction publique d'une grande irrationalité.

Les tentatives de réformes pour uniformiser les statuts, évaluer les besoins des populations en matière de services publics ou encore motiver ses agents, notamment par l'intermédiaire de l'Observatoire des fonctions publiques africaines, se sont surtout heurtées à des décideurs politiques dont les discours sur la nécessité de réformes sont plutôt destinés aux bailleurs de fonds que liés à une profonde volonté de changement. Quant aux

réformes de type quantitatif mises en place par les PAS, elles ont été peu efficaces. Finalement, ce sont les logiques communautaires qui priment sur la définition d'un intérêt général, conduisant à une certaine schizophrénie les fonctionnaires partagés entre des « êtres-au-monde » différents (p. 295), comme en témoigne le règlement des conflits internes à l'administration ou avec les administrés. Sur cette question et dans un cadre qui dépasse le seul continent africain, la revue *Autrepart* (n° 20, 2001) a consacré un numéro au thème « Les fonctionnaires du Sud entre deux eaux : sacrifiés ou protégés ? ».

M. Membot relève les multiples variations propres à chacune des institutions et montre une vision riche de leurs « tares fonctionnelles », finalement très semblables, au moins du point de vue de leur légitimité... Selon lui, la solution se trouverait dans la production d'une légitimité-efficacité grâce à une rationalisation des modes de recrutement et de promotion des agents publics.

La fonction publique n'est analysée ici qu'en des termes stigmatisant un ensemble de dysfonctionnements par rapport à un modèle établi, alors que l'auteur adressait ce reproche à la notion de néopatrimonialisme (p. 25). De plus, la méthode anthropologique qu'il revendique, notamment dans son travail sur les pratiques et représentations des acteurs, se limite à l'évocation de pratiques endogènes, voire « culturelles ». Et la « retribalisation des populations » est davantage postulée que démontrée (p. 336). Or, tenir compte des imaginaires sociaux, représentations et stratégies quotidiennes des usagers aurait pu permettre de poursuivre le débat engagé sur la notion de légitimité et d'interroger les conditions d'émergence de formes de légitimité hybrides dans un contexte de changement social.

Finalement, les remèdes proposés sont peu novateurs : la « gestion décentralisée des politiques publiques » (p. 347), qui permettrait une utopique participation des populations, est-elle seulement possible dans un contexte de concentration des pouvoirs entre les mains de quelques-uns, de



centralisation des prises de décision et de criminalisation des États subsahariens ? À quelle condition une telle gestion est-elle envisageable ? L'auteur semble reprendre la formule fort répandue de participation-appropriation, participation-décentralisation, sans proposer de réforme réellement innovante.

Julien Kieffer

PÉROUSE DE MONTCLOS

(Marc-Antoine)

L'Aide humanitaire, aide à la guerre ?

Bruxelles, Complexe, coll. « Enjeux du XXI^e siècle », 2001, 208 pages.

Valait-il la peine de revisiter une problématique déjà bien explorée : celle du lien entre l'assistance humanitaire et l'alimentation, voire l'entretien et la perpétuation de conflits armés, en Afrique particulièrement ? Dès les années 1980, déjà, la question avait été posée et théorisée grâce aux recherches, alors novatrices, d'auteurs comme J.-C. Rufin ou le regretté F. Jean, élargies ensuite par divers chercheurs anglais ou américains.

Le livre de M.-A. Pérouse de Montclos le démontre et constitue un apport utile et original. Ce chargé de recherches à l'IRD, pour avoir contribué (sur le Liberia) à un volume sur les économies de guerre sous leur direction, connaissait le duo Jean/Rufin. Sa carrière l'ayant amené, après des travaux sur les violences urbaines, à séjourner à Nairobi, il s'intéressa à la question des liens entre aide humanitaire et conflits. Site d'observation remarquable que la capitale du Kenya : elle constitue la base arrière de plusieurs opérations humanitaires emblématiques, de la Somalie au Sud-Soudan, en particulier « *Lifeline Sudan* » qui a largement entamé sa seconde décennie d'existence...

L'auteur effectue d'abord un travail judicieux d'analyse et de réflexion en inventoriant divers aspects de son sujet, des « avatars des dérives de

l'aide dans les pays en guerre » aux « leçons qui n'ont pas porté », en passant par « les impasses des interventions militaro-humanitaires ». Il développe ensuite, avec conviction, la thèse que « toute intervention humanitaire participe finalement aux conflits ». Son étude des « branches humanitaires » de certains mouvements de libération (spécialement en Afrique orientale) et du rôle d'ONG locales est pertinente et riche d'informations, de même que celle du « mercenariat humanitaire ». Il pointe encore le déficit d'évaluation de « l'efficacité [...] des actions sur le terrain » et synthétise avec rigueur et talent un certain nombre de recherches antérieures, particulièrement d'origine anglo-saxonne.

Comme toujours, les choix opérés recèlent une part d'arbitraire ; ainsi, des travaux importants et récents sont omis : ceux de S. Brunel, J. Mac Rae, F. Smilie (pour ses dernières études), A. Wood et quelques autres... De même la littérature, maintenant fournie, sur des thèmes allant des codes de conduite à la qualité de l'aide, ou bien de la responsabilité à la redevabilité (*accountability*), aurait pu trouver place dans le livre, en contrepoint des analyses consacrées aux audits et au « droit de regard du citoyen contribuable ». Enfin, le très faible recours à l'abondante production du et sur le CICR, acteur humanitaire dont l'auteur dénonce un peu trop rapidement « l'entêtement » et « l'art du secret », est regrettable.

Par ailleurs, si l'auteur rappelle justement que « depuis toujours les populations civiles ont été partie prenante des guerres » et se trouvent au cœur des conflits, sa démonstration sur le « trompe-l'œil » (caractérisant, selon lui, « une perception humanitaire », uniquement due à une appréciation différente des maux de la guerre) que constituerait la « nouvelle » nature des conflits post-guerre froide est moins convaincante. Certes, purifications ethniques et autres atrocités ne suscitaient pas antérieurement au Nord les mêmes réactions qu'aujourd'hui. Mais il nous semble contestable d'écarter, sans vraiment la discuter, la thèse qu'une combinaison de facteurs inédits (croissance démographique, globalisation, quasi-

disparition des conflits interétatiques...) provoquerait l'émergence chez des entrepreneurs politico-militaires de stratégies *ad hoc* privilégiant un ciblage systématique des populations civiles. Ne les analyser qu'à partir d'un abaissement du degré d'acceptabilité ou d'une plus grande sensibilité « aux dommages collatéraux » n'est-il pas réducteur ? L'auteur, tout à sa démonstration, n'échappe pas ici à l'excès. Vouloir inscrire la violence dans la longue durée historique est certes nécessaire. Mais évaluer l'exacte réalité des pertes civiles des guerres d'antan en Asie ou en Afrique est un exercice délicat, surtout quand on fait bon marché, par exemple, des stratégies d'escapisme des populations concernées. Or, celles-ci s'avèrent bien moins aisées face aux techniques et moyens contemporains de contrôle et de coercition. De Montclos fait même montre d'une certaine propension à l'argument pamphlétaire, ce qui n'est pas sans causer une certaine gêne. C'est le cas dans le chapitre sur la prévention, ou lorsqu'il évoque « argument de vente » et « réclame humanitaire » ! Concernant le droit humanitaire, il semble aussi ignorer que la période 1949-1989 a connu des avancées en matière de protection des victimes des conflits internes, comme en 1977 le Protocole II additionnel aux Conventions de Genève. Parfois péremptoire ou un peu hâtif (notamment sur les armées africaines...), il n'est guère disert non plus sur les conséquences des choix de développement opérés par les élites locales et leurs bailleurs de fonds. De même qu'est écartée trop facilement la notion, à la base de l'acte humanitaire, particulièrement pour ses acteurs privés, de culture de l'engagement avec sa référence à des valeurs.

On sent de façon flagrante l'essayiste personnellement très partagé dans son jugement sur le principe même de l'aide humanitaire ; l'ensemble de ses développements, d'une tonalité généralement critique, sont encadrés par une introduction et une conclusion qui font état d'une « difficulté » : celle de « critiquer le système humanitaire » et d'« arrêter l'aide humanitaire ». Le propos du

livre s'éclaire lorsqu'est suggéré pour finir l'établissement d'un « Conseil d'experts indépendant à la fois des organisations internationales chargées d'attribuer les fonds et des ONG censées les dépenser ». Cette sorte d'observatoire des ONG humanitaires en situation de guerre serait capable « d'analyser les situations politiques [...] d'évaluer les effets [...] pervers » d'une assistance. Et donc de « stigmatiser » ou de « dénoncer » les ONG qui, du Sud-Soudan à la Somalie ou à la Corée, cautionneraient des pratiques jugées inacceptables.

La tentation du chercheur de passer de l'analyse à une forme d'action concrète suscite, fréquemment, moult réserves. Cette initiative mérite néanmoins attention et discussion parce qu'elle témoigne du fait, que si l'humanitaire du XXI^e siècle veut continuer d'exister, il doit, sans répudier un passé déjà riche, être attentif aux évolutions internes comme externes. La succession de crises des années 1990 a provoqué au sein de la communauté humanitaire une floraison de réflexions et de propositions. Il est sain qu'elles soient complétées et enrichies par les apports d'analystes extérieurs, afin de permettre l'émergence de concepts et de modes opératoires neufs, adaptés à des temps et à des défis, qui nécessiteront « un travail de longue haleine ».

Philippe Ryfman

RAKOTOMALALA (Malanjaona)

BLANCHY (Sophie)

RAISON-JOURDE (Françoise)

Usages sociaux du religieux sur les Hautes Terres malgaches.

Les ancêtres au quotidien

Paris, L'Harmattan, 2001, 529 pages.

La religion des Merina, habitants des Hautes Terres de Madagascar, est le sujet d'une riche littérature, fruit de la relative abondance de sources historiques et de l'importance politique de cette région qui constitue le centre administratif



et politique de l'île. Le culte des ancêtres familiaux et l'implantation du christianisme sont décrits et analysés en détail dès le XIX^e siècle.

Moins bien connus sont les autres cultes, moins prestigieux, qui se pratiquent hors des églises et des grands moments, tels les funérailles ou le retournement des morts : les offrandes aux ancêtres royaux ou aux esprits de la nature, les prophylaxies anti-sorcellerie, les possessions. C'est cet ensemble de pratiques religieuses au quotidien, souvent considérées par les hommes d'Église comme des « survivances païennes », que ces trois auteurs – deux anthropologues et une historienne – examinent dans ce recueil en dix chapitres.

Ce livre nous communique donc la complexité de la vie religieuse des hauts plateaux malgaches, et l'importance qu'elle continue d'apporter au politique par le bas de la société. Les pratiques religieuses les plus personnelles témoignent de l'archéologie du pouvoir en Imerina en même temps qu'elles nous montrent comment la modernité y est vécue. Les trois auteurs ont dépouillé les archives pour récupérer des détails des cultes souvent organisés en marge de la vision officielle depuis la conversion des reines de l'Imerina au christianisme ; plusieurs chapitres sont rédigés à partir d'enquêtes et de recherches sur le terrain. À signaler aussi la tentative des auteurs de comprendre les systèmes de croyances dans les termes des adeptes eux-mêmes plutôt que de passer directement à une analyse sociologique.

Bien que ce livre puisse être d'un accès difficile aux lecteurs non initiés à la vie religieuse de Madagascar, l'approche nous semble exemplaire pour d'autres pays d'Afrique et, pourquoi pas, d'ailleurs. C'est justement parce que les cultes des ancêtres se pratiquent au quotidien que leur examen peut constituer un moyen d'observer les effets de la vie politique nationale ou internationale sur les mentalités, y compris dans les aspects les plus intimes des personnes. Une étude de la vie religieuse révèle aussi toute une facette du comportement des « grands », les hommes politiques nationaux qui s'efforcent de recourir

simultanément à une langue cartésienne face aux technocrates occidentaux, et à une autre langue lorsqu'ils s'adressent à leurs compatriotes.

Stephen Ellis

RANDRIANJA (Solofo)
Société et luttes anticoloniales à Madagascar (1896 à 1946)

Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 2001, 485 pages.

L'idée de la nation est précoce à Madagascar. Elle existe depuis l'époque précoloniale. Une lecture de l'histoire proposée surtout sous la II^e République malgache, présidée par Didier Ratsiraka, a proposé l'importance d'un nationalisme anticolonial depuis les premières résistances au colonialisme à la fin du XIX^e siècle, à travers la tragique insurrection de 1947, l'indépendance en 1960, et au-delà. S. Randrianja, dans un ouvrage magistral basé sur une connaissance remarquable des sources primaires, nous démontre que la version orthodoxe du nationalisme malgache est loin des faits historiques.

Particulièrement adepte des journaux de l'époque ainsi que des archives de la police coloniale, Randrianja nous laisse voir que le mouvement d'émancipation – l'expression est importante – qui s'est formé après la prise de possession de Madagascar par la France en 1895-1896 a combiné une grande variété d'éléments et d'hommes. Ceux-ci, d'ailleurs, n'étaient pas tous des Malgaches, car parmi les leaders du mouvement figuraient des Réunionnais comme Paul Dussac, fils de communard. L'appel du mouvement d'émancipation pendant les années 1920 et 1930 ne concernait pas l'indépendance nationale mais l'assimilation et le droit à la citoyenneté française. La poursuite de cet idéal, et le soutien des demandes des paysans surtout par Jean Ralaimongo, a fait la force du Parti communiste de la région de Madagascar (PCRM) créé en 1936 au moment où le Front populaire était au

pouvoir à Paris. Alors que le PCRM cesse son existence en 1938, beaucoup de ses militants ont continué leur travail politique au sein de nouvelles organisations, et vont participer à l'insurrection de 1947.

Le programme nationaliste, dans le sens d'un appel à l'indépendance de Madagascar sous la direction d'un mouvement limité aux personnes d'origine malgache, est surtout une création de la période des années 1940. Il est marqué dès le début par le phénomène appelé par Randrianja l'« ethnonationalisme », qui provient de l'interaction entre le pouvoir colonial et le mouvement national et qui n'a eu que peu d'es-

pace pour s'épanouir au sein du mouvement d'émancipation. Le mouvement nationaliste, donc, n'est guère plus récent à Madagascar que dans bien d'autres pays d'Afrique. Il véhicule non seulement un programme politique mais un projet de société qui lui donne un caractère spécifique. En nous montrant avec une telle lucidité l'histoire des luttes anticoloniales des premières décennies du xx^e siècle à Madagascar, S. Randrianja nous permet de mieux comprendre les origines de l'ethnonationalisme si visible aujourd'hui.

Stephen Ellis